

# PROGRAMME CORÉE SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Décembre 2023

## Corée du Nord, évolution d'un Etat nucléaire

**Antoine Bondaz**



**Antoine Bondaz** est directeur du FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

**Le Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie** vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux dans la péninsule coréenne à travers l'organisation de conférences, la publication d'entretiens et d'articles. Ce programme ne se limite pas aux seules relations intercoréennes et entend aborder plus largement la Corée du Sud comme une puissance globale sur la scène internationale. Cette note fait l'objet d'un soutien du ministère de l'Unification sud-coréen.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

Le 28 septembre dernier, le dirigeant nord-coréen, dans un discours à l'Assemblée populaire suprême, a annoncé que « *la politique de construction de la force nucléaire de la RPDC a été rendue permanente en tant que loi fondamentale de l'État* » et ajouté que le pays devait « *poursuivre le travail d'augmentation exponentielle de la production d'armes nucléaires et diversifier les moyens de frappe nucléaire et les déployer dans différents services* ».

La couverture médiatique internationale a été importante, les agences de presse titrant notamment sur le fait que la Corée du Nord avait inscrit son statut d'État nucléaire dans sa Constitution<sup>1</sup>. En cela, Pyongyang a réussi un énième coup de communication, magistralement mené, en attirant l'attention occidentale alors même qu'aucune annonce véritablement nouvelle n'avait été faite.

La Corée du Nord est de fait un cas unique, le seul État à avoir procédé à des essais nucléaires au 21<sup>ème</sup> siècle, le seul État non doté à avoir développé des armes nucléaires après son adhésion au TNP, et le seul État à avoir déclaré son retrait du TNP. Le pays dispose d'un grand nombre d'usines de combustible nucléaire, de réacteurs nucléaires, d'installations de retraitement et de recherche, et la Corée du Nord pourrait déjà posséder plusieurs dizaines d'armes.

Le présent article vise à retracer une brève histoire du programme nucléaire nord-coréen à travers quelques dates clés ainsi que les récents développements afin d'apporter des clés de lecture et d'analyse sur cette crise de prolifération qui perdure malgré les condamnations et les sanctions internationales, ce alors que le spectre d'un septième essai nucléaire plane sur la péninsule coréenne.

Les programmes nucléaire et balistique de la Corée du Nord ont débuté dans les années 1960<sup>2</sup>. Ces programmes ont attiré une attention internationale considérable en 1992, lorsque l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a découvert que les activités nucléaires de la Corée du Nord étaient plus étendues que ce que le régime avait annoncé lors d'une visite d'inspecteurs internationaux sur sept sites nucléaires déclarés.

La Corée du Nord avait adhéré à l'AIEA en 1974 et signé un premier accord de garanties avec l'agence en 1977. Elle avait signé le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1985 sous la pression de l'Union soviétique et, en 1992, un nouvel accord de garanties avec l'AIEA, ce qui avait rendu possibles ces inspections. Cependant, à la suite des révélations de l'AIEA, la Corée du Nord s'est retirée de l'agence en juin 1994 et a menacé de se retirer du TNP, ce qui a déclenché la première crise nucléaire nord-coréenne<sup>3</sup>.

Pour éviter ce retrait, un accord-cadre a été conclu en 1994 entre la Corée du Nord et les États-Unis : la première devait geler ses activités nucléaires et permettre l'accès aux inspecteurs de l'AIEA en échange de réacteurs à eau légère et d'une aide énergétique. Cet accord a pris fin en 2002 sur un constat d'échec, les États-Unis révélant que la Corée du Nord poursuivait secrètement un programme d'enrichissement et avait bénéficié d'un réseau de prolifération nucléaire lié au Pakistan.

La seconde crise nucléaire s'est matérialisée avec le retrait unilatéral de la Corée du TNP en janvier 2003, le pays déclarant que son retrait « *entrera en vigueur automatiquement et immédiatement* ». En février 2005, le régime nord-coréen annonçait officiellement qu'il « *produisait*

<sup>1</sup> « La Corée du Nord inscrit son statut d'État nucléaire dans sa Constitution », Le Monde avec AFP, 28 septembre 2023.

<sup>2</sup> Pollack Jonathan, *No Exit: North Korea, Nuclear Weapons and International Security*, Routledge, 2017.

<sup>3</sup> Wit Joel S., Poneman Daniel B., Gallucci Robert L., *Going critical: The first North Korean nuclear crisis*, Brookings Institution Press, 2004.

des armes nucléaires » et dès le mois de mai, que le pays avait « *achevé avec succès le déchargement de 8 000 barres de combustible usé* » de son réacteur de Yongbyon<sup>4</sup>.

Le 19 septembre 2005, dans le cadre d'une déclaration commune des Pourparlers à six, un processus de négociation multilatéral qui s'est déroulé entre 2003 et 2009 et auquel ont participé la Chine, les États-Unis, la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Russie et le Japon, Pyongyang s'engage à « *abandonner toutes les armes nucléaires et les programmes nucléaires existants et à revenir, à une date rapprochée, au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux garanties de l'AIEA* »<sup>5</sup>.

Néanmoins, malgré ces engagements, la Corée du Nord procède à son premier essai nucléaire en octobre 2006<sup>6</sup>, suivi d'un deuxième en mai 2009. Par ailleurs, le régime a révélé l'existence d'un programme d'enrichissement de l'uranium à un groupe d'universitaires et d'experts américains en novembre 2010<sup>7</sup>. Un nouvel accord bilatéral, le Leap Day Deal de février 2012 signé entre Pyongyang et Washington, n'a pas non plus permis de mettre un terme aux programmes nucléaire et balistique nord-coréens.

La Corée du Nord a depuis procédé à quatre essais nucléaires supplémentaires sous le leadership de Kim Jong Un en 2012, à deux reprises en 2016, et en 2017. Le développement des armes nucléaires s'est poursuivi dans le cadre d'une stratégie nationale annoncée en mars 2013, connue sous le nom de « *ligne Byungjin* », qui visait à « *mener simultanément la construction de l'économie et des forces nucléaires* » et qui a officiellement pris fin en avril 2018. Cela ne signifie pour autant pas que le programme nucléaire a été suspendu, loin de là<sup>8</sup>.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Un, ces armes ont été institutionnalisées. La Constitution de la Corée du Nord a été révisée par l'Assemblée populaire suprême en avril 2012 pour faire du pays un « *État doté d'armes nucléaires* », la Corée du Nord devenant ainsi le seul pays à avoir constitutionnalisé la possession de telles armes. Une loi sur la consolidation du statut d'État nucléaire a été adoptée le 1<sup>er</sup> avril 2013 – c'était alors le principal texte sur la doctrine nucléaire du pays.

Le 29 novembre 2017, la Corée du Nord a annoncé avoir « *enfin réalisé la grande cause historique de l'achèvement d'une force nucléaire d'État* »<sup>9</sup>, un engagement que Kim Jong Un avait pris au cours de l'année. Puis, en janvier 2018, un décret du dirigeant nord-coréen a exhorté « *le secteur de la recherche sur les armes nucléaires et l'industrie des missiles devraient produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques* »<sup>10</sup>.

Malgré une période de négociation marquée par trois rencontres historiques avec un président américain en exercice en 2018 et 2019, et l'engagement de la RPDC à Singapour « *à travailler à la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne* », le signalement nord-coréen est explicite et sans aucune ambiguïté quant à sa volonté de développer des armes nucléaires et de renforcer sa dissuasion<sup>11</sup>.

En pleine pandémie, et à l'occasion de la présentation des travaux du Septième Comité central du Huitième Congrès du Parti, Kim Jong-un a estimé en janvier 2021 que le pays s'était doté d'un « *bouclier nucléaire parfait* », était « *parvenu à miniaturiser, alléger et standardiser les armes nucléaires et à en faire des armes tactiques et à achever le développement d'une bombe à hydrogène super-large* » et

<sup>4</sup> Arms Control Association, « *Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy, 1985-2022* », avril 2022.

<sup>5</sup> « *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks Beijing* », 19 septembre 2005.

<sup>6</sup> Pritchard Charles L., *Failed Diplomacy: The Tragic Story of How North Korea Got the Bomb*, Brookings Institution Press, 2007.

<sup>7</sup> Hecker Siegfried S., « *Extraordinary Visits: Lessons Learned from Engaging with North Korea* », *The Nonproliferation Review*, Vol. 18, n° 2, 2011.

<sup>8</sup> Hecker Siegfried S., Carlin Robert L., Serbin Elliot A., « *A Comprehensive History of North Korea's Nuclear Program* », CSIS, 2018.

<sup>9</sup> The New York Times, « *North Korea Says It's Now a Nuclear State. Could That Mean It's Ready to Talk?* », 29 novembre 2017.

<sup>10</sup> National Committee on North Korea, Kim Jong Un's 2018 new year's address, 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>11</sup> Bondaz Antoine, « *Corée du Nord : au-delà de la crise nucléaire* », *Politique internationale*, n° 159, hiver 2018 ; Bondaz Antoine, « *Corée du Nord/États-Unis : jusqu'où ira la confrontation ?* », *Politique étrangère*, Vol. 82, n° 4, hiver 2017-2018.

devait continuer à développer « *la technologie nucléaire à un niveau plus élevé et rendre les armes nucléaires plus petites et plus légères pour des utilisations plus tactiques* »<sup>12</sup>.

En 2022, une nouvelle loi détaillant la politique nucléaire et la doctrine de dissuasion du pays est adoptée<sup>13</sup>. Sans réelle surprise, cette loi lève néanmoins certaines incertitudes et permet de mieux comprendre la doctrine du pays, notamment en ce qui concerne les missions de l'arsenal, le système de commandement et de contrôle des forces nucléaires et les frappes préemptives. Lors de sa présentation, le dirigeant nord-coréen a rappelé que le statut de la Corée du Nord en tant que possesseur d'armes nucléaires était « *irréversible* » et qu'il n'y aurait « *jamais de déclaration d'abandon des armes nucléaires ou de dénucléarisation* ».

La déclaration de Kim Jong-un en septembre 2023, lors de la neuvième session de l'Assemblée populaire suprême, n'est donc en rien surprenante. Non seulement le pays a institutionnalisé la possession d'armes nucléaires, mais le dirigeant a fréquemment appelé à un accroissement de l'arsenal nucléaire et à la poursuite de sa modernisation. En janvier, le dirigeant avait exhorté à une augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire du pays<sup>14</sup> puis en avril à « *développer de manière plus pratique et offensive ses capacités de dissuasion* »<sup>15</sup>.

On peut donc souligner la remarquable continuité avec laquelle le régime nord-coréen s'est doté, a développé, et a théorisé la possession d'armes nucléaires. Les armes nucléaires nord-coréennes ont longtemps été perçues, à tort, à l'étranger comme un outil de négociation que le pays pourrait abandonner en échange de garanties de sécurité et surtout d'avantages économiques. Ces armes apparaissent en réalité non seulement comme des armes de dissuasion, mais aussi comme des « *armes identitaires* » s'inscrivant directement dans le cadre de la stratégie de survie du régime, qui a une double dimension – externe et interne<sup>16</sup>.

La dimension externe concerne la sécurité du régime contre les menaces extérieures. Les armes nucléaires ont permis au pays de développer une dissuasion asymétrique vis-à-vis des États-Unis et d'autres États de la région. Plus récemment, le développement d'armes nucléaires tactiques et des vecteurs associés visant explicitement la Corée du Sud fournit à la Corée du Nord des moyens supplémentaires pour gérer une escalade militaire, tenter d'opérer un découplage au sein de l'alliance entre Washington et Séoul, et menacer directement la sécurité de son voisin.

La dimension interne concerne la sécurité de la Corée du Nord face aux menaces internes et est indissociable de la stratégie de consolidation et de concentration du pouvoir au sein du régime. L'arme nucléaire est une arme politique qui, de manière multifactorielle, renforce la légitimité de Kim Jong-un, et de son régime, par la promotion d'une version nord-coréenne du technonationalisme et la valorisation de l'une des rares réussites dont la Corée du Nord peut s'enorgueillir et qui légitime les sacrifices imposés à la population.

L'institutionnalisation de ces armes fait qu'elles ne sont plus simplement la propriété du régime, mais une partie intégrante de son identité, ce qui rend leur abandon impossible à court terme. Par ailleurs, toutes les phases du programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord se poursuivent, y compris les efforts visant à miniaturiser davantage les ogives nucléaires et à améliorer leur vectorisation, leur fiabilité, leur sûreté et leur sécurité.

---

<sup>12</sup> « On Report Made by Supreme Leader Kim Jong Un at 8<sup>th</sup> Congress of WPK », KCNA, 9 janvier 2021.

<sup>13</sup> Bondaz Antoine, « Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord », Observatoire de la dissuasion, FRS, n° 103, novembre 2022.

<sup>14</sup> « Report on 6<sup>th</sup> Enlarged Plenary Meeting of 8<sup>th</sup> WPK Central Committee », KCNA, 1<sup>er</sup> janvier 2023.

<sup>15</sup> « Kim Jong Un reviews 'attack plans' on South Korea at top military meeting », NK News, 11 avril 2023.

<sup>16</sup> Bondaz Antoine, « From critical engagement to credible commitments: a renewed EU strategy for the North Korean proliferation crisis », EU Non-Proliferation and Disarmament Papers, EU Consortium on non-proliferation and disarmament, n° 67, février 2020.

La déclaration de Kim Jong-un en septembre est donc à souligner mais s'inscrit dans une stratégie nord-coréenne claire et que la communauté internationale ne parvient malheureusement toujours pas à contrer.

**FRS - KF** PROGRAMME CORÉE  
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION  
*pour la* RECHERCHE  
STRATÉGIQUE